

Dégringolade

Les acrobaties de Jacques Julliard



Joan Miró. — "Le Penseur puissant", 1969 - ADAPGP, paris, 2017 - Maeght / Galerie Lelong

À quoi ressemble l'emploi du temps d'un intellectuel "proche de la pensée libertaire", tendance "catho-proudhonien", à la fin du XXe siècle ? Ouvrons à la date du lundi 20 mars 1995 le journal de cet oiseau rare, devenu depuis l'un des éditorialistes français les plus en vue. "Le soir, dîner chez Caroline Lang [fille de l'ancien ministre de la culture Jack Lang], qui reçoit Salman Rushdie. (...) Il y a là tout le gratin de la presse, Franz-Olivier Giesbert, Patrick Poivre d'Arvor, Christine Ockrent, quelques intellectuels, Bernard-Henri Lévy, etc." Vendredi 31 mars : "Dîner avec Nicolas Sarkozy chez Bernard-Henri Lévy." Et, tout à coup, cette réflexion pénétrante :

"Si la gauche a perdu le contact avec le peuple, c'est que ses dirigeants se désintéressent de lui et préfèrent fréquenter les élites : patrons, intellectuels, journalistes. En France, les élites vivent entre elles" ¹.

Inconséquence ? Hypocrisie ? Grand écart ? Non : Jacques Julliard.

Fin 2010, après trois décennies de chroniques hebdomadaires au *Nouvel Observateur*, l'éditorialiste a pris ses quartiers à *Marianne*. Il s'y épanouit, porté par la controverse sur les "néo-réactionnaires", ces intellectuels qui se relaient dans les médias pour bougonner que tout fiche le camp. Sa voix porte. Recruté en 2016 comme contributeur mensuel au *Figaro*, Julliard se démultiplie : des tribunes dans *Le Monde*, un entretien-fleuve à *Éléments pour la civilisation européenne* (mars-avril 2016) — une publication de la "nouvelle droite" —, un autre à la revue écolo-conservatrice *Limite* (octobre 2016)... Ses échanges épistolaires avec le philosophe anticapitaliste Jean-Claude Michéa, *La Gauche et le Peuple*, parus en 2014, et le cri d'amour que lui adresse Éric Zemmour (*Le Figaro*, 15 octobre 2015) auront achevé de désorienter les fans persévérants qui auraient tenté de le suivre depuis ses premiers articles dans la revue *Esprit*, au milieu des années 1950.

Dans cet univers mouvant subsistent certains repères, comme les réceptions à l'Élysée. Pendant la présidence de M. François Hollande, elles furent nombreuses. Et fructueuses. Le chef de l'État, dont il fut l'infatigable attaché de presse, lui a remis en octobre 2016 la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

¹ Jacques Julliard, *L'Année des dupes*, Seuil, Paris, 1996. Les citations ultérieures non référencées proviennent essentiellement de cet ouvrage.

Un caractère grognon et une plume bien aiguisée ont valu à Julliard une réputation de bretteur. Il vitupère à tout propos, surtout contre "le populisme, c'est-à-dire la dénégation du rationnel", mais se montre courtois face à un contradicteur de droite. Les quelques téléspectateurs qui, dans les années 2000, se sont délectés de ses faux débats hebdomadaires sur LCI avec l'ancien ministre Luc Ferry — les deux protagonistes s'échinaient à trouver des points de désaccord — ignoraient peut-être que cet amusant personnage est un normalien agrégé d'histoire, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales. Ses travaux sur les grèves insurrectionnelles du début du siècle, Fernand Pelloutier et le syndicalisme d'action directe font autorité.

Mais gare à qui s'en inspire ! À l'été 2003, les intermittents du spectacle perturbent des représentations. Or pour rien au monde notre éditorialiste ne manquerait le festival d'art lyrique d'Orange, dont il rend compte avec passion. Le 2 août, des héritiers de Pelloutier donnent de la voix en pleine *Traviata* pendant que le chantre de Pierre-Joseph Proudhon fulmine dans les tribunes d'ouïr

"le duo de Violetta et d'Alfredo massacré par un syndicaliste obtus ou un gauchiste fanatisé" (Le Nouvel Observateur, 14 août 2003).

Le même avait pourtant noté :

"Il y a dans la gauche caviar un tel décalage entre le discours public et le genre de vie, autrement dit une telle hypocrisie sociale, qu'elle dévalorise tout ce qu'elle touche."²

Le tête-à-queue permanent de Julliard exprime le destin d'un projet politique qui se voulut progressiste, son échec et sa dégénérescence conservatrice. Le projet fut celui de la "deuxième gauche" anticommuniste, décentralisatrice, qui préférait le contrat à la loi, le Mai 68 étudiant au Mai ouvrier, et voulait acclimater le socialisme à l'essor des "nouvelles classes" diplômées. Julliard en fut une incarnation. Militant d'un courant du syndicalisme chrétien de sensibilité sociale et anti-coloniale, il devient dans les années 1960 un intellectuel influent au sein de la jeune *Confédération française démocratique du travail (CFDT)*.

Dans sa galaxie gravitent universitaires anti-marxistes, technocrates cabochards, patrons "modernistes", tous minoritaires dans leurs espaces respectifs. Ils admirent Edmond Maire et Michel Rocard, jugent François Mitterrand archaïque et créent en 1982 la Fondation Saint-Simon. Jean Daniel, le fondateur du *Nouvel Observateur*, qui en fut membre comme Julliard, résuma le programme :

"Saint-Simon est née avec le présupposé que le déblocage de la société française passait par un capitalisme réel, assumé, mais régulé et moralisé par des gens de gauche."³

Les minoritaires longtemps dominés saisissent rarement le moment où ils basculent de l'autre côté du manche. Toujours acharnés à pilonner une gauche traditionnelle désormais déclinante, Julliard et ses amis célèbrent les droits de l'homme contre la révolution, la raison économique contre les passions populaires, l'équité contre l'égalité, le libre-échange contre le "repli".

² Jacques Julliard, *L'Année des fantômes*, Grasset, Paris, 1998.

³ *Le Nouvel Observateur*, Paris, 1^{er} juillet 1999. Lire également Vincent Laurent, "Les architectes du social-libéralisme", *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

"Nous n'avons pas fait la deuxième gauche pour servir de tremplin idéologique à la deuxième droite", se défend l'éditorialiste à l'été 1983, après le "tournant" libéral de la gauche au pouvoir.⁴

Eh bien si. Le libertaire Julliard milite en 1992 pour le "oui" à Maastricht et à son carcan austéritaire, puis, en 2005, pour le traité constitutionnel européen. Le 15 novembre 1995, il se lève d'un bon pied.

"Enfin ! Juppé est monté à cheval et a présenté un plan de réforme de la Sécurité sociale qui témoigne de courage et d'une véritable ardeur réformatrice."

Il pétitionne en faveur de ce projet soutenu par la CFDT qui limite les dépenses de santé et augmente la durée de cotisation des fonctionnaires. Et, lorsque la majorité de la population s'y oppose, il dévoile sa vision du monde social :

"Retour des deux gros, Louis Viannet et Marc Blondel⁵ ; retour de la clé à molette et du guichet grillagé. Pas de quoi s'envoyer en l'air."

Au goût des réformes libérales s'ajoute chez lui une obsession croissante pour "le problème de l'immigration et de l'insécurité". L'"enchaînement de respects ancestraux" a disjoncté, déplore-t-il dans un viril appel aux armes de 1998.

"Ses maillons s'appelaient jadis : le père, l'instituteur, le maire, le lieutenant, le copain d'atelier, le secrétaire de cellule ou de section syndicale."

Ces référents masculins effacés, règnent "la sauvagerie en ville" et "l'usage du baladeur sous les préaux". Il faut sévir :

"C'est en tendant vers une tolérance zéro face à la petite incivilité qu'on pourra demain remédier à l'incivisme en grand"⁶.

L'ordre, l'entreprise, le profit : bien sûr, mais dans les limites que dicte la morale. Malmené par l'avidité de Goldman Sachs et par la valse des milliards lors de la crise financière de 2008, le fonds chrétien de Julliard, rétif à l'argent et à l'ostentation, se soulève. L'éditorialiste s'empourpre et publie "Vingt thèses pour repartir du pied gauche". Face à un capitalisme perverti par la finance,

"la deuxième gauche, concède-t-il, représente une voie désormais dépassée".

Il réclame la nationalisation des banques ainsi qu'un "grand rassemblement populaire" pour "une social-démocratie de combat" (Libération, 18 janvier 2010).

Mais comment former ce bloc, et dans quel but ? Pour lui, la gauche prend source au XIXe siècle à l'intersection du progrès, incarné par les intellectuels, et de la justice, portée par le prolétariat. Ce

⁴ Intervention, no 5-6, Paris, août 1983.

⁵ Alors dirigeants de la Confédération générale du travail (CGT) et de Force ouvrière.

⁶ Jacques Julliard, Olivier Mongin, Régis Debray et alii., "Républicains, n'ayons plus peur !", Le Monde, 4 septembre 1998.

front social s'est raffermi au fil de changements graduels : éducation, conquêtes sociales, consommation. À présent, écrit-il, le peuple ne croit plus au progrès, car il n'en perçoit plus les dividendes, et la bourgeoisie de gauche a divorcé du peuple (entendre : celui établi en France de longue date) car elle aurait

"tout misé sur les immigrés, dont elle a décidé de faire un prolétariat de rechange" (Éléments, mars-avril 2016).

D'où la nécessité d'une nouvelle alliance.

Puisque, d'un côté, les classes populaires

"sont devenues objectivement conservatrices et nostalgiques du passé",

la gauche devrait, pour s'en rapprocher, endosser une série de positions réactionnaires sur l'école, l'immigration, les banlieues, mais aussi sur l'abolition des statuts de la fonction publique. Puisque, de l'autre côté, le progrès économique ne provient par définition que du marché, les classes populaires devraient en accepter le principe. Le rôle de la gauche Julliard consistera donc à instruire le peuple des bienfaits du libéralisme, mais aussi à l'accompagner dans une guerre de civilisation contre le burkini.

"Ce sera le grand défi de Hollande," s'enthousiasme-t-il dans les colonnes du quotidien de Serge Dassault : "inventer une "social-démocratie de troisième type" qui renoue le pacte avec le peuple tout en convertissant ce dernier au réalisme" (Le Figaro, 26 septembre 2012).

Sur ce plan, le triomphe est tel que le président n'a pas pu se représenter, obligeant l'éditorialiste à reporter son affection sur... M. Manuel Valls.

Pour le reste, le libéral-conservatisme prospère sous la houlette de son stratège, qui, chaque semaine, semble tirer au sort lequel de ses trois fers au feu marquera sa chronique : célébration d'un responsable "socialiste" favorable au patronat, philippique contre le "despotisme de l'argent", dénonciation de la gauche radicale, qualifiée de "parti collabo" coupable de "complaisance à l'égard de l'islam identitaire" (Marianne, 2 septembre et 12 février 2016).

"Dans mon conseil d'administration intérieur," expliquait-il le 3 octobre dernier, "il y a 24 % pour la pensée contre-révolutionnaire, 24 % pour la pensée libertaire et anarchiste et 52 % pour la social-démocratie : une majorité absolue."

On jurerait pourtant que le premier actionnaire a racheté la boutique.

Pierre Rimbart